La zone euro, nouvelle victime du «consensus de Washington» ?

23/11/2011 à 7h00

Dans quelques jours, les "cow-boys » de Washington s'installeront à Rome. C'est à la fin du mois de novembre que l'équipe des experts du Fonds monétaire international (FMI) est attendue dans la capitale italienne, avec sur ses talons celles de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne (BCE).



Le trio veut s'assurer que Mario Monti, le tout nouveau président du conseil et ministre de l'économie italien, met bien en oeuvre la cure d'austérité censée éponger la dette pléthorique de plus de 1.900 milliards d'euros qui asphyxie son pays. Et menace la zone euro dans son ensemble.

Avant Rome, Lisbonne, Athènes ou Dublin ont déjà dû multiplier, eux aussi, les purges sous la pression des marchés et sous l'oeil de ce qu'il est désormais convenu d'appeler la "troïka ».

> *Certains y voient le retour du "**consensus de Washington** », cette école de pensée libérale **théorisée** par l'économiste américain **John Williamson** en 1989, dans la ligne de l'**école de Chicago**. Après s'être imposée en Amérique latine et en Asie dans les années 1980 et 1990, elle serait en train de se propager à la zone euro, alors qu'elle semblait pourtant enterrée. Terrassée par le retour en grâce d'un **keynésianisme** planétaire destiné à sortir les pays occidentaux de la pire crise de l'après-guerre.*

Mais après les plans de relance de plusieurs centaines de milliards, le principe de réalité semble s'être imposé. Peu importe les grèves et les manifestations des "indignés », la Grande-Bretagne hier, la France et la Belgique demain, doivent assainir leurs finances pour regagner la confiance de leurs créanciers.

La troïka applique "*des recettes pour provoquer des révolutions* », tranche l'économiste Paul Jorion. Car pour ses détracteurs, le "consensus de Washington » est le mal absolu : les potions amères imposées aux pays criblés de dettes, faites de coupes drastiques dans les budgets sociaux, de privatisations au rabais et de déréglementations à tout va, risquent de faire mourir le malade guéri. A l'image d'une Grèce empêtrée dans une récession de plus en plus profonde, qui finira désendettée mais économiquement laminée ?

Alfredo Calcagno, économiste dans la division chargée de la mondialisation et des stratégies de développement à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), s'en inquiète.

Le champ de ruines européen lui rappelle celui qu'a connu son pays, l'Argentine, au début des années 2000, et toute l'Amérique latine. "*FMI et Banque mondiale ont imposé des politiques dont le mauvais résultat a été avéré* », souligne-t-il. « *Et si l'Amérique latine a renoué avec la croissance à partir de 2003, c'est notamment parce que l'Etat était de retour : sa part dans l'économie est passée de 26 % en 2000 à 33 % en 2010* ».

Pour Daniel Cohen, un "urgentiste de la dette » qui s'est penché sur le cas de l'Equateur et plus récemment de la Grèce, les mesures imposées aux Etats malades de la zone euro ne sont pas exactement un copié-collé du "consensus de Washington »… c'est bien pire. "*Cela ressemble aux politiques des années 1930* », l'époque de la Grande Dépression, s'alarme-t-il.

A ses yeux, la zone euro s'enfonce, seule, dans une spirale infernale où l'austérité fabrique de la récession et où la déflation (une baisse généralisée des prix et des salaires) menace comme au Japon dans les années 1990, et ce sans pour autant réduire les déficits. Ou si peu. "*Il y a le feu* », alerte ce professeur d'économie à Normale sup qui plaide pour une action radicale qui verrait la BCE devenir prêteur en dernier ressort des Etats. Ou le Fonds de Stabilité financière européen (FESF) une banque publique capable d'assurer cette fonction.

Mais faute de solution européenne globale, les équipes de la troïka haïes par les populations des pays en crise n'ont, semble-t-il, pas d'autres choix que d'imposer des remèdes douloureux. "*En Grèce ou au Portugal la situation n'est plus tenable* », juge Patrick Artus, chef économiste chez Natixis. De l'avis de la plupart des experts, le modus operandi de la troïka, s'il comporte des erreurs, serait plus subtil que celui des "Chicago boys » en leur temps. Car le FMI, la BCE et la Commission européenne préconisent aussi des méthodes pour dégripper la croissance, souligne M. Artus. En Grèce, l'ouverture à la concurrence des taxis et de la pharmacie, tout comme les mesures en faveur du tourisme en font partie.

"*La troïka semble penser que pour faire plus de croissance, il faut plus de concurrence. Cela ne suffit pas* », nuance l'économiste. De même , "*ce n'est pas en facilitant l'embauche et les licenciements que l'on va multiplier les emplois, encore faudrait-il régler les problèmes d'offre, donc d'investissements et de formation* », détaille Philippe Egger, économiste à l'Organisation internationale du travail (OIT).

Celui-ci reconnaît que ce n'est plus le FMI, mais l'Union européenne qui se montre la plus libérale et la plus intransigeante, notamment en ce qui concerne les délais d'application des plans de sauvetage.

Car si la troïka pêche aujourd'hui, c'est par le rythme des

réformes qu'elle impose. Les bailleurs de fonds veulent faire trop et trop vite. Après la seconde guerre mondiale, l'assainissement des pays occidentaux avait duré une quinzaine d'années, rappelle M. Calcagno. Les marchés peuvent-ils se montrer aussi patients ?

_____

Les dix commandements

Appliqué aux pays en difficulté par le FMI et la Banque mondiale, le "consensus de Washington » a été décliné en dix commandements en 1989 par l'économiste américain John Williamson :

Budgets publics. Ils doivent être en équilibre.

Dépenses publiques. Elles iront aux secteurs les plus rentables.

Réforme fiscale. Elle doit permettre d'élargir l'assiette de l'impôt et d'alléger les taux les plus élevés.

Taux d'intérêt. Ils doivent être libéralisés.

Taux de change. Il est établi de façon à être compétitif.

Barrières douanières. Elles doivent être abaissées pour faciliter le commerce extérieur.

Barrières financières aux investissements étrangers. Elles doivent être supprimées.

Privatisations. Les entreprises publiques et les monopoles d'Etat seront vendus.

Marchés. Ils doivent être déréglementés.

Propriété. Elle doit être protégée.

Le Monde